



Waterloo Estate, Sydney.

Michael Wearing

# DÉTRESSE SOCIALE ET DÉFENSE DU TERRITOIRE DU SOI

HISTOIRES DE VIE D'HABITANTS DE LA CITÉ WATERLOO À SYDNEY

« Tout le monde ne peut pas aimer tout le monde sur la terre. Ils n'y arrivent même pas dans un pâté de maison. » (Loïs, 7 ans, cité dans *Lots of Love, A Collection of Children's Sayings compiled by Nanette Newman*, Collins, Londres, 1974.)

« Ces tours ont été mal construites, toutes. Les plus anciennes, en brique, commencent à se dégrader. C'est plein de cafards. Les rats prolifèrent. Les problèmes sociaux c'est à force d'entasser les gens les uns sur les autres qu'ils arrivent. On ne peut pas vivre ainsi. Cette rue a remporté le prix Lloyd Rees pour l'habitat à moyenne densité. Je ne pense pas qu'elle méritait une récompense. » (Un habitant de la cité Waterloo, Sydney 1997).

L'avènement d'un « constructionnisme social » a considérablement changé l'approche des effets psychosociaux des expériences de détresse vécues par certaines familles économiquement faibles. Pour interpréter ce qu'en disent les habitants d'une « cité » du domaine public à Sydney, nous les départagerons en deux groupes démographiques distincts : un plus ancien, plus stable, plus homogène et composé d'habitants vivant là depuis un certain temps, l'autre plus jeune, plus fragmenté, plus différencié.

La composition démographique des cités dépend en partie de leur ancienneté, en partie des critères d'admissibilité dans les logements publics. Les tendances générales de la démographie australienne et les changements de politique concernant le système des soins de santé ont conduit, depuis quelques années, à repenser la question de l'accès aux logements publics et, spécialement, ceux des « cités ». La désinstitutionnalisation des malades mentaux pendant les années 1980, le nombre toujours croissant de personnes défavorisées touchées par la drogue et l'alcool, et le vieillissement général de la population australienne, ont eu aussi leur part dans le changement de la répartition démographique et sociale des habitants<sup>1</sup>.

Distante de 4 km (à l'est) du centre de Sydney, la cité Waterloo est dominée par un ensemble d'immeubles de grande hauteur datant des années 1960. Un réseau de rues suburbaines bordées d'immeubles peu élevés occupe la plus grande partie du terrain avoi-

sinant. Entre les bâtiments, des espaces verts, plus les arrière-cours privées des petits immeubles, et des parkings. Au centre, un petit centre commercial. La cité est bien desservie par les transports en commun, routiers et ferroviaires, et l'on trouve également à proximité divers équipements communautaires.

L'histoire de cette banlieue défavorisée est une déjà longue histoire<sup>2</sup>. Couverte de bidonvilles dans les années d'après la Seconde guerre mondiale, ses bâtiments actuels ont été construits sur les terrains rendus disponibles par la suppression de ces bidonvilles. Mais son histoire de banlieue défavorisée s'est poursuivie depuis lors et sa composition sociale reste aujourd'hui fortement décalée par rapport à la moyenne nationale. En 1991, la population totale s'élevait à quelque 5 470 habitants, dont 2 093, soit 38,4 %, étaient nés outre-mer. La population était masculine à 43,5 %, les familles monoparentales à raison de 9,9 %, et le revenu parental de 72,9 % des familles était inférieur à 20 000 dollars. Le revenu moyen par foyer, qui était alors de 36 400 dollars pour l'ensemble du pays, était à Waterloo de 16 100 dollars. La part des logements publics, en moyenne 7 % pour toute l'Australie, représentait 83,9 %. On comptait 27,1 % d'actifs, ayant un emploi ou inscrits au chômage, et le taux de chômage était de 9 %. Seuls 3,8 % des habitants de Waterloo possédaient leur maison en toute propriété, enfin 22,1 % avaient atteint l'âge de la retraite, contre 13,5 % en moyenne nationale.

Beaucoup d'autres cités d'habitation du secteur public ont été construites au cours des années 1970, en particulier dans l'État de New South Wales, époque où les urbanistes et architectes espéraient procurer à des populations économiquement défavorisées, tributaires de l'aide publique, un environnement neuf et innovant. Mais, avant cela, le logement public en Australie avait

1. Kelly M., « Self, Identity and Radical Surgery », *Sociology of Health and Illness*, 14, 3, 1992, pp. 390-415.

2. Donzelot J., *The Policing of Families*, New York, 1979; *La Police des familles*, Paris, 1974.

«résidualisé» ses prestations, c'est-à-dire que ce qui avait été conçu à l'échelon national comme un moyen collectif d'accession à la propriété devenait un service public à l'adresse des plus démunis, donc un dispositif social résiduel et bien délimité. Puis, la pression croissante exercée depuis le début des années 1980 par les prix de l'immobilier à l'achat ou en location, notamment à Sydney et Melbourne, a fini de réserver le secteur public aux personnes mal logées en situation de crise financière. Dans son analyse de la crise du logement en Australie particulièrement dans les plus grandes villes, Paris (1993, p. 204) estime le nombre des sans-abri aujourd'hui en Australie à quelque 5 % de la population<sup>3</sup> : «Un indicateur possible de la proportion de sans-abri, actuels et potentiels, est le nombre de demandes de logement public, et celui des attributions exceptionnelles pour raison d'urgence. Certains États, cependant, ont durci leur attitude quant à la notion d'urgence, par crainte entre autres que les délais d'attente «normaux» ne s'allongent de façon inacceptable s'il était fait trop d'exceptions aux règlements.» (p. 207-8) Le nombre élevé et croissant de cas d'admission d'urgence dans des logements publics, sans choix possible de l'endroit où ils se trouvent, n'en reste pas moins le trait le plus marquant des années 1990 dans les cités. La cité Waterloo de Sydney n'échappe pas à cette règle démographique : plusieurs milliers de nouveaux occupants se sont vus forcés d'emménager dans l'environnement spatial restreint des quelques îlots qui la constituent.

## «Nouvelles» théories du soi et de l'identité

La sociologie entretient de longue date une intéressante relation avec certaines théories du soi et de l'identité sociale. A travers les œuvres de Georg Simmel, George Herbert Mead, Charles Cooley, Erving Goffman et d'autres<sup>4</sup>, l'interactionnisme symbolique a engendré de nombreuses références empiriques au soi (fluide et interactif) rapporté à des rôles et rites sociaux du point de vue de la réaction sociale comme d'un point de vue constructionniste. La science sociale des années 1990 a beaucoup développé l'éventail des théories du soi et de l'identité, entre psychologie sociale et sociologie politique<sup>5</sup>. Calhoun fait observer que les discussions théoriques sur la politique identitaire nous ont fait passer du «vocabulaire familier de statut et de rôle», dans une sociologie interactionniste, à des termes comme «positions du sujet», «performance» ou «représentation» dans la théorie post-structuraliste<sup>6</sup>. Le constructionnisme social a remis en cause les conceptions essentialistes selon lesquelles «l'identité serait donnée naturellement [...] et produite par des actes de volonté individuelle» comme un phénomène singulier, cohérent et non problématique. L'opposition entre une vue essentialiste et une vue constructionniste

(plurielle) de l'identité se joue, au dire de Calhoun, «dans la tension entre identité – putativement singulière, unitaire et intégrale – et identités – plurielles, entrecroisées et divisées».

Il est peut-être plus difficile pour chacun aujourd'hui, étant donnés les réseaux sociaux complexes d'associations et de communication, d'établir dans sa vie un soi réflexif cohérent. Fitzgerald (1992) passe en revue la littérature spécialisée, et il utilise le concept de «flexibilité cognitive» pour servir à la définition de sois compétents et cohérents. Il critique le modèle du soi comme type de personnalité statique et plaide pour un soi qui «se plie aux changements de situation», capable d'adaptation suivant son aptitude à communiquer et à prendre en charge les tensions psychologiques (p. 83). Fitzgerald rejoint ainsi l'affirmation post-structuraliste d'un soi non essentialiste et irréductible quant au caractère ou à la nature, comme ce fut le cas pour les idées interactionnistes où se retrouvent divers éléments de la pensée de George Herbert Mead<sup>6</sup>.

Il faut d'ailleurs reconnaître ce que les «nouvelles» théories constructionnistes doivent à l'interactionnisme et, parallèlement, à la micro-sociologie tels que nous les ont transmis les générations précédentes, en particulier sous l'angle ethno-méthodologique<sup>6</sup>. Les théoriciens de la réaction sociale et du *labelling* tels que Goffman et Lemert soutenaient l'existence, à côté d'une déviance primaire d'origine bio-psycho-sociale, d'une déviance secondaire qui, elle, est une pure construction sociale. Plus récemment des post-structuralistes, ainsi Michel Foucault dans ses thèses sur la «gouvernementalité», ont considéré toute différenciation sociale de «l'autre» comme une construction reposant sur un savoir ordonné dans des pratiques discursives<sup>7</sup>. Divers protagonistes du nouveau constructionnisme social ou du post-structuralisme ont beaucoup fait pour la compréhension du discours psychiatrique et des maladies mentales<sup>8</sup>.

3. Paris C., *Housing Australia*, Melbourne, MacMillan, 1993.

4. Cette remarque est due à Stryker (1968, p. 559) dans sa discussion du modèle d'unité du soi proposé par Mead. Stryker souligne l'importance «de traiter le soi comme un ensemble différencié complexe plutôt qu'un tout indifférencié». Voir Stryker S., «Identity Salience and Role Performance : the relevance of symbolic interaction theory for family research». *Journal of Marriage and the Family*, Novembre 1968, pp. 558-564.

5. Voir Fitzgerald Thomas K., Chapter 1 in *Metaphors of Identity*, New York, State University of New York, 1992.

6. Calhoun C., *Social Theory and the Politics of Identity*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994. Voir aussi de Certeau M., *The Practice of Everyday Life*, Berkeley, University of California Press, 1984; *L'Invention du quotidien*, Paris, 10/18, 1980.

7. Pilgrim and Rogers A., *The Sociology of Mental Health and Illness*, Buckingham, Open University Press., 1991, p. 19. Texte des conférences de Foucault, 1978 : voir «Governmentality» in Burchell G., Gordon C., and Miller P., (eds), *The Foucault Effect : studies in governmentality*, Hertfordshire, Harvester Wheatsheaf, 1991, pp. 87-104.

8. Voir en particulier Miller S., and Rose N., (eds), *The Power of Psychiatry*, Cambridge, Polity Press, 1986.

Et pourtant très peu d'investigations post-structuralistes se sont attachées au domaine de la vie quotidienne, notamment en ce qui concerne les questions de « normalité ». Michel de Certeau (1984), peut-être celui qui est allé le plus loin dans cette voie, insiste sur une connaissance du soi simultanément vécue et codifiée dans la textualité des représentations sociales et des discours professionnels et bureaucratiques. Plus surprenant peut paraître le fait que Goffman, et Garfinkel en ethno-méthodologie, se soient l'un comme l'autre penchés sur les constructions biographiques documentaires dans une veine individualiste et pourtant proche du post-structuralisme. Goffman invoque l'aspect dramaturgique et documenté des biographies : « En général [...] une biographie rattachée à une identité documentée trace de claires limites à la façon dont un individu peut choisir de se présenter « lui-même » [...] le fait de dissimuler son identité personnelle peut avoir des implications touchant la catégorie sociale : les lunettes de soleil employées par certaines célébrités pour cacher leur identité révèlent probablement (ou révélaient naguère) une catégorisation sociale de qui veut rester incognito et qui ne manquerait pas d'être reconnu sans cette précaution. » Il poursuit : « Une fois perçue la différence entre symboles sociaux et documents d'identité, on pourra s'intéresser à la position particulière de certaines formulations orales qui attestent linguistiquement, pas seulement sur un plan expressif, d'une identité sociale et personnelle. Alors qu'un individu dispose des justificatifs nécessaires pour bénéficier d'un service, il arrive qu'on le voit essayer des formulations orales à la place. Groupes et sociétés différents, bien entendu, dans leur appréciation des formulations identitaires propres à des situations sociales à peu près équivalentes. »<sup>9</sup>. C'est ainsi que la sociologie interactionniste et, avec Garfinkel (ouvertement cité ici par Goffman), son âme-sœur micro-sociale l'ethno-méthodologie, fournissent les éléments conceptuels de base pour la compréhension des jeux combinés de l'identité avec la sphère documentaire et le discours normalisateur des services et des interventions professionnelles. Ces théories du soi, singulièrement celles qui mettent l'accent sur les interventions quotidiennes de la subjectivité dans la « normalité » peuvent, associées à des méthodes empiriques, apporter quelque lumière sur les expériences vécues par les familles et les personnes seules habitant une cité.

## La détresse normalisée

Un cadre de recherche a été mis en place pour tenter de saisir les divers processus de normalisation des relations à l'œuvre dans la cité Waterloo. De Swaan (1990, p. 1) définit la gestion du soi comme le « maintien de la normalité », dans la mesure où « un corps doit être reposé, nettoyé, toiletté, habillé tous les jours, il doit être alimenté proprement, décemment, à heures fixes, il

doit être dirigé sur les bons chemins et parler comme il convient »<sup>10</sup>. On comprend alors que les processus de normalisation dans une cité telle que Waterloo requièrent une grande dépense en forces, temps et argent de la part des individus enjointes de trouver un sens à l'univers chaotique et marqué par la pauvreté auquel ils sont confrontés. Depuis les travaux de Simmel sur « les



Sydney.

pauvres », peu d'auteurs se sont attachés à l'analyse des interactions complexes qui sont nécessaires pour maîtriser le processus normalisateur quotidien, et le cas échéant pour y résister<sup>11</sup>. Plus près de nous, cependant, un penseur comme Foucault (1979) a décrit les processus textuels créateurs de normalité telle la discipline du corps, parlant des « corps dociles » : « La discipline, art du rang et technique pour la transformation des arrangements. Elle individualise les corps par une localisation qui ne les implante pas, mais les distribue et les fait circuler dans un réseau de relations. »<sup>12</sup>.

9. Goffman E., *Stigma*, Harmondsworth, Penguin, 1963.

10. De Swaan N., *The Management of Normality*, London, Routledge, 1990.

11. Simmel G., *Essays in the Interpretation of Social Science*, New Jersey, Rowan and Littlefield, 1980.

12. Foucault M., *Discipline and Punish*, New York, Penguin, 1979; *Surveiller et punir*, Paris, 1975.

La normalisation de l'identité fait aussi l'objet de certaines recherches dans le domaine voisin de la sociologie des maladies mentales, notamment sur les causes sociales de stress dans la population féminine. Walters (1995) par exemple traite de la différence de nature du stress en fonction du sexe, particulièrement dans le cas de femmes qui cumulent un emploi exigeant avec d'importantes responsabilités familiales. Il en ressort que les femmes ont tendance à « normaliser » leurs problèmes psychiques dans ce contexte de contraintes à la fois familiales et professionnelles, ce qui n'aide guère à une reconnaissance à plus long terme des effets du stress dans leur vie<sup>13</sup>. Nous pensons qu'il en va largement de même pour les habitants de la cité Waterloo et que l'acceptation, via la normalisation, de la détresse leur laisse peu de chances de changer d'identité personnelle et sociale et d'améliorer leurs conditions de vie.

## Méthode biographique et projet de recherche

Nous empruntons ici la méthode de collecte et d'analyse de récits biographiques dite des histoires de vies, définie par certains auteurs comme « tentative de rendre compte de la vie d'une personne avec ses propres mots » (Minichello *et al.*, 1994), principe auquel nous nous sommes efforcés de rester fidèles<sup>14</sup>.



High Rise, Waterloo Estate.

Alors que les méthodes biographiques s'en tiennent le plus souvent à une analyse qualitative, nous avons cherché, au moyen d'entretiens semi-structurés suivis d'entretiens en profondeur, à faire apparaître des données numériques aussi bien que narratives sur la biographie des personnes interrogées.

Notre analyse dans le cadre esquissé plus haut de la normalisation du soi recourt à une méthodologie ana-

lytico-inductive respectant certains principes théoriques, en particulier celui qui consiste à se servir de catégories énoncées par les intéressés eux-mêmes pour organiser les données et relier ces catégories, ce qui nous a permis d'émettre certaines remarques théoriques à propos du cadre de vie et du discours quotidien des habitants de la cité Waterloo. Comme le montrent Strauss et Corbin (1990), le processus analytique central est ici de catégoriser des concepts suivant des catégories d'analyse distinctes<sup>15</sup>. Il s'agissait d'englober dans notre analyse à la fois une interprétation de catégories telles que les définit le langage des personnes interrogées, et une analyse thématique et informatisée des données recueillies par nous-mêmes et par d'autres chercheurs travaillant dans la même cité.

## Échantillon et limites

L'échantillon étudié se limite à treize habitants, nés entre la fin des années 1920 et les années 1970, les femmes étant approximativement deux fois plus nombreuses que les hommes. Plus de la moitié des participants perçoivent ou une pension d'invalidité, ou une retraite, et plusieurs se débrouillent seuls avec un faible revenu. La plupart sont célibataires ou divorcés, certains parents isolés. Quelques-uns sont séro-positifs, d'autres suivent un traitement à la méthadone dans le cadre d'un programme local.

Nous avons pu constituer cet échantillon grâce aux contacts entretenus avec des services sociaux locaux, en majorité non lucratifs et presque tous en relation avec l'église ou le temple. Nous avons aussi trouvé certains participants grâce à l'agence universitaire de recherche et de développement social installée sur les lieux sous les auspices conjoints de la *School of Social Work* et de la *School of Architecture*. Au bout d'une période de deux ans, nous avons rencontré certaines difficultés de suivi, du moins pour ce qui est de la poursuite des entretiens, avec tel ou tel membre de l'échantillon.

Les données recueillies au cours des entretiens en profondeur ont fourni un matériel suffisant, en étendue comme en compréhension, pour nous permettre de confirmer certaine validité théorique (et, dans une plus faible mesure, « externe ») de l'analyse. Par exemple, le fait de distinguer le cas des habitants logés

13. Walters V., « Stress, Anxiety and Depression : women's accounts of their health problems », *Social Science and Medicine*, 36, 1995, 4 pp. 393-402.

14. Minichiello V., Aroni R., Timewell E. and Alexander L., *In-Depth Interviewing : principles, techniques, analysis* (second edition), Melbourne, Longman, 1995.

15. Strauss A., and Corbin J., *Basics of Qualitative Research*, New York, Sage, 1990.

dans la cité en situation d'urgence et de ceux qui plus ou moins avaient le choix a permis d'aborder certains thèmes applicables à toutes les cités, compte tenu du glissement historique du logement public en direction d'un résidualisme social.

## Conditions de notre interprétation

« Si les frontières du soi sont bien souvent fragiles et indéterminées, le jongleur – métaphore imagée et parlante de l'identité – n'en cherche pas moins un ancrage cohérent du soi, quoi qu'il en puisse être de sa réalité ultime. » (Thomas K. Fitzgerald, 1992, *Metaphors of Identity*, New York, State University of New York) Nous réservons une attention spéciale au langage habituel des habitants en même temps qu'aux thèmes saillants de leurs constructions du monde. Chacun d'entre eux est considéré en tant qu'il compose un récit biographique unique à partir de sois multiples dont quelques uns qui sont dominants se révèlent dans l'interaction avec les enquêteurs au cours des entretiens approfondis. Sous cet angle, l'habitant (comme « l'autre ») est construit et construit lui-même une identité unique afin de se positionner au regard des enquêteurs et d'un plus vaste réseau d'autorités.

Une caractéristique primordiale des données recueillies au cours de l'étude, c'est que dans le langage des habitants de la cité la normalité se construit dans les conditions même de leur vie quotidienne et sous la pression sociale éprouvée en ces circonstances. Ezzy (1993) soutient que l'entreprise de légitimation identitaire repose tout entière sur un concept positif du soi et l'établissement de plans de vie ou de stratégies interactives : « La souffrance psychologique est regardée comme le résultat d'une incapacité à trouver un sens – un vide existentiel [...] Quand un individu ne réussit pas à s'engager socialement, ce qui permettrait la manifestation et la prise en compte d'une identité, donc une évaluation positive du soi, alors apparaît l'anxiété, le doute, l'auto-dépréciation au travers du processus identitaire des comparaisons sociales, auto-évaluations et perceptions de soi. ». Notre interprétation prolonge cette façon de voir en l'étendant à la légitimation identitaire collective de la population résidant en cité. Dans ce contexte, le discours quotidien des habitants leur sert à normaliser leur identité, leur propre détresse quant à leur monde.

## Termes-clés

On a fait le décompte des termes-clés dans le langage ordinaire des habitants au moyen d'une fonction de recherche du programme d'analyse qualitative des données. Les six mots qui reviennent le plus fréquem-

ment sont : « sécurité », « drogue », « solitude », « amis », « travail » (et « argent ») et « services ». Ils expriment, dans des domaines qui parfois se recoupent, un aspect de l'univers social de chacun, ils contribuent à définir les frontières de leur soi, et à les pourvoir d'une identité sociale légitime.

### 1. « Sécurité »

« Je pense qu'il faut plus de sécurité. Plus d'agents de police dans le coin, probablement. » (Un retraité âgé de 70 ans, aveugle.)

La sécurité personnelle est une question cruciale dans la cité. Une récente enquête de Tony Vinson (1995) établit que l'insécurité et le manque de cohésion sociale occupent une place centrale parmi les problèmes quotidiens de Waterloo (*Sydney Morning Herald*, 27 avril 98). La question se pose de savoir ce que le sentiment d'insécurité doit à la culture symbolique locale et dans quelle mesure les habitants ont réellement besoin d'une plus grande sécurité. Est-ce qu'un renforcement de la police est vraiment nécessaire comme stratégie à long terme ou ne contribuerait-il pas au sentiment d'insécurité? Une bonne part de celui-ci va certainement de pair avec le fait de vivre dans un espace restreint à la population très dense et socialement très différenciée. La question politique posée par les problèmes de sécurité dans la cité Waterloo est de savoir si des stratégies d'intervention préventive peuvent au moins pour une part en venir à bout. Il faut porter au crédit des autorités de New South Wales d'avoir commencé en 1995 la mise en œuvre d'un programme d'amélioration comportant la pose de nouvelles serrures et portes, des autobus spéciaux pour emmener les personnes âgées à leur agence bancaire les jours où elles touchent leur pension, ainsi que l'établissement de pelouses sur tout le pourtour de la cité.

La cité Waterloo et d'autres zones dans son voisinage, notamment Redfern, ont longtemps défrayé la chronique de la terreur et du crime, servies en cela par divers « événements médiatiques ». Les propos d'un habitant rapportés ci-après illustrent l'inquiétude générale touchant la sécurité dans la cité et de quelle façon les interventions de police publique et privée traitent (mal) le problème.

« Si on mettait des caméras un peu partout [...] ça vaudrait mieux que ces dépenses d'éclairage dans les parcs. Les plus vieux osent à peine sortir, il faudrait plus de patrouilles de police. S'il y avait la police à cheval (publique) ici, ça ferait du bruit, ça serait différent. J'ai remarqué les gens de la sécurité privée du côté des tours. Ils ont des fusils et restent assis dans leurs voitures, à boire des milk shakes. Leur patrouille, ils ne la font pas [...] ils ne se quittent pas d'une semelle et, quelquefois, font un tour. »

## 2. « Drogue »

«Ma famille ne cherche pas à m'aider parce que mon mari est un junkie [...] comme ça vous n'avez plus de famille.» (Une habitante de plus de 40 ans.)

La toxicomanie représente évidemment une menace pour la sécurité financière et sociale des uns et des autres quand elle se combine avec une grande pauvreté. La peur de ses conséquences affecte aussi bien la perception des usagers de drogue que celle des « autres » qui n'en font pas usage. « Il y a des parcs, mais avec ces drogués et leurs seringues pas moyen pour les enfants d'y aller. » « Il n'y a plus de fierté [chez les toxicomanes]. Ils font ça sur le trottoir [...] jettent ça [des seringues] par la fenêtre, n'importe où. » disent des habitants.

À Waterloo et à Redfern les journaux locaux ont ajouté à la panique en évoquant tel ou tel parc ou espace public et d'autres endroits, toilettes publiques, ruelles ou écoles, utilisés comme « *shooting galleries* ». La menace peut n'être qu'imaginaire, elle peut aussi dans certains cas correspondre à des expériences réelles. Cela n'empêche pas les habitants de l'utiliser comme une façon de normaliser la mentalité de siège qui prévaut dans la cité.

Mais l'attrait qu'exerce la drogue sur ses adeptes vient sans doute du désir de s'évader d'une existence banale et indigente.

« J'étais chez une amie, elle avait un tas d'acide, j'ai cru que j'allais être mangée ou je ne sais quoi mais je me suis arrangée pour arrêter juste à temps. Ce genre de choses arrive tous les jours. A l'heure actuelle, j'ai arrêté d'en prendre depuis quelque temps mais j'ai encore conscience que c'est possible. Mais je n'y pense presque plus du tout maintenant. » (Une habitante de 42 ans, diagnostiquée schizophrène.)

Les témoignages montrent clairement que des drogues illicites comme l'héroïne et les amphétamines peuvent jouer un rôle important dans la vie des gens en ce qu'elles permettent de se faire inscrire sur les listes de logement d'urgence et, de la sorte, déterminent en grande partie leurs besoins financiers et émotionnels. Un autre aspect intéressant de la dimension normalisatrice de l'usage de drogue dans la cité est la mise à disposition de drogues licites utilisées à titre thérapeutique pour assurer un certain équilibre de la population.

Cet emploi de médicaments pour normaliser la détresse est illustré par ce qui suit :

« Pour le moment, ils m'ont mis au *valium*. Ça me plaît pas. Je déteste le *valium*. Il m'empêche de me faire trop de souci mais les soucis, eux, restent là. J'ai comme un nœud à l'estomac le matin et je sais qu'il y a risque d'accoutumance. Tout ce que je demande c'est une bonne vie pour moi et les enfants dans un endroit pas trop déprimant. » (Un habitant de 43 ans, parent isolé.)

Par ailleurs, la consommation d'alcool est aussi très répandue dans le quartier, à domicile et dans les lieux publics, et d'un accès facile pour les jeunes gens, voire les enfants.

« Je suis très inquiet au sujet de l'alcool, ayant un garçon de 14 ans qui va bientôt vouloir s'y mettre. Actuellement, la plupart des adolescents par ici font l'essai. Ils boivent. Au centre de jeunes, là, à Waterloo, ils y vont en pleine nuit, et boivent du bourbon ou de la bière. » (Le même que ci-dessus.)

Il a de quoi se méfier, l'alcool ayant été inextricablement lié à l'histoire de sa vie : son ancienne femme et lui-même sont d'anciens alcooliques, d'où une tendance à rapporter les grandes questions locales comme la sécurité et l'hostilité ou la violence des autres à des problèmes d'alcool.

Souvent, les habitants distinguent leur propre pharmacodépendance ou leur propre consommation de celles des autres, en se démarquant de la violence ou du danger rattachés à ces autres consommateurs. Dissociation particulièrement apparente dans les cas de récits ne comportant aucune vraie violence physique ni le moindre crime. Un habitant par exemple rend normales les violentes relations de deux amis en tant que résultat ordinaire de la consommation d'alcool :

« Tout lui était dû à elle, elle le provoquait émotionnellement. Lui, assis là, elle aussi, il commençait à être saoul. Puis il s'est penché en avant et lui a flanqué un coup, alors je suis passé dans l'autre pièce et j'ai allumé la télé. Elle, elle a couru directement à la police et il a été convoqué pour agression. Il n'est pas d'accord, il ne pense pas l'avoir agressée, mais elle l'avait cherché. » (Un retraité de 74 ans.)

## 3. « Solitude »

« J'appelle mes amis une fois par semaine, c'est bien d'avoir le téléphone. Avant, on l'avait pas à la maison, on était trop pauvres. J'ai jamais eu besoin d'appeler un groupe d'auto-défense, – seulement *Lifeline* (un service d'assistance téléphonique de Sydney), je les appelais presque chaque nuit même quand je travaillais parce que je me sentais seule. Maintenant je les appelle peut-être une fois par an [...] Je dois avoir plus d'interaction avec les gens à mon travail. Ici les gens peuvent rester des semaines sans m'adresser la parole. Je suis vraiment isolée. » (Une habitante de 42 ans, diagnostiquée schizophrène.)

Tous les témoignages confirment cet isolement plus ou moins réel de ceux qui ne disposent pas d'un moyen de transport personnel, ou qui sont malades ou handicapés. Sans aucun doute l'absence de réseaux sociaux actifs et certaines peurs, certaines expériences de l'isolement, en particulier chez les nouveaux-venus, contribuent à un fort sentiment de solitude dans cette popu-

lation très dense : contradiction existentielle dont on trouve l'écho dans la question posée par le chanteur noir américain Tracey Chapman : « Pourquoi, si nous sommes aussi nombreux, les gens sont-ils encore seuls? »

La solitude, pour certains, a de bons et de mauvais côtés. Plusieurs de nos informateurs normalisent le mode d'isolement qui leur est imposé par un retour en arrière sur un temps de vie partagée ou par une réflexion sur eux-mêmes et le rapport entre leur identité personnelle et le fait d'être seul : « D'accord, si j'avais un partenaire et une bonne et saine relation. Mais avec tous ceux que j'ai eus, ce n'était pas ça du tout. En fait je ne sais pas. J'ai vécu avec des copains et ça n'a pas marché, par exemple parce que nous n'avions pas les mêmes coutumes, ou pas la même idée de la propreté. Mais je ne suis pas sûre de pouvoir vivre avec personne, pas sûre du tout. J'aime bien vivre dans mon coin, je me sens seule mais... je crois que je préfère ça. » (Une mère de 22 ans, parent isolé.) Pour la plupart des habitants interrogés, toutefois, le soutien social informel d'amis et de relations revêt une importance cruciale pour leur bien-être affectif et la qualité de leur vie. Biegel, Tracey et Corvo (1994, p. 206) préconisent un renforcement des réseaux sociaux en réponse à l'isolement des malades mentaux, prônant l'ergothérapie ainsi qu'un développement social résolument interventionniste [17]. C'est le modèle suivi jusqu'à un certain point par les fonctionnaires du logement et le bureau de développement social de l'université de New South Wales installé à Waterloo. Mais c'est une stratégie difficile à appliquer à l'échelle d'un tel quartier.

#### 4. « Amis »

« J'ai besoin de pouvoir parler à quelqu'un tous les jours. Ça m'aide à combattre le stress et j'arrive à en sortir. » (Un homme de 43 ans, parent isolé, hépatite C et séro-positif.)

L'amitié est un élément-clé de la survie quotidienne des habitants, elle aide considérablement et de multiples façons un grand nombre d'entre eux à lutter contre l'adversité. Elle contribue à leur redonner bien-être et estime de soi, à les délivrer de l'impression de solitude et d'isolement.

« Je ne me suis pas fait tellement d'amis par ici, ceux que j'ai ont tendance à être surtout asiatiques. On s'en tire aussi de cette façon. » (Une mère de 41 ans.) Les réseaux d'amitié comptent manifestement pour beaucoup dans le soutien social. Dans son étude sur les habitants à faible et moyen revenu du centre de Melbourne, D'Abbs (1982, p. 29) montre que le mode d'échange et la réciprocité de ces soutiens informels peuvent apporter une amélioration dans la vie des gens, et il constate que ceux et celles qui adoptent un mode coopératif « concentré » (c'est-à-dire limité à quelques bons amis et connaissances) dépendent moins pour leur consommation. Ce style de

vie, affiché par un grand nombre des habitants interrogés, peut aussi expliquer le besoin de protection ressenti à l'encontre de l'autre différent, « étranger », qu'il soit toxicomane ou de culture non anglophone.

Mais les réseaux informels deviennent nettement insuffisants quand une personne ne peut compter que sur un ou deux amis et qu'il lui faut par ailleurs se débattre avec la contrainte quotidienne d'une invalidité, ce qu'illustre le commentaire suivant :

« Je ne les vois plus guère parce qu'ils sont presque tous aveugles et qu'ils habitent une lointaine banlieue. Maintenant, bien entendu, ils doivent avoir mon âge, mais du temps où j'habitais dans George Street (pas loin d'ici) il y a des années, une fois, je sortais de l'hôpital et on m'avait dit de ne pas me baisser ni trop bouger après mon opération : ils sont tous venus, à peu près huit à eux tous, et ils ont fait tout le ménage et la cuisine. Des gens formidables, une surtout, une de mes amies aveugles, elle m'a téléphoné l'autre jour... » (une habitante de 70 ans, aveugle.)

Les consommateurs de drogue eux-mêmes trouvent des marques de leur soi et de leur identité dans les relations plus ou moins amicales qu'ils entretiennent avec leurs semblables, même si ces relations dans certains cas sont minées par la méfiance et le défaut de communication caractérisant de tels réseaux (voir D'Abbs 1991).

« Même si dans ce milieu vous n'avez pas de vrais amis, il reste au moins le contact humain. Là-haut sur Kings Cross (à Sydney) vous voyez plein de gens tous les jours et vous entrez en rapport. Vous connaissez tout le monde là-haut, même les gars qui tiennent les stands, alors quand vous vous retrouvez ici logé d'office par la commission et que vous n'avez pas d'amis dans le coin, ou presque, c'est dur de ne voir personne toute la journée. » (Une habitante de 22 ans, parent isolé.)

L'amitié dans la cité prend des figures variées, d'aucuns entretenant de bonnes et durables relations, d'autres non. L'origine des relations bonnes ou mauvaises est dans tous les cas difficile à discerner, elle peut tenir aussi bien à un caractère « statique » du soi ou seulement à des questions d'intérêt. Il n'est guère douteux, toutefois, que les difficultés socio-économiques limitent sévèrement les possibilités de contact et de sorties hors du voisinage immédiat. Le choix des soutiens sociaux, formels et informels, s'en trouve naturellement réduit par rapport aux choix qui s'offrent aux strates moins défavorisées.

#### 5. « Travail » et « argent »

« Ne parlons pas de former des mères isolées et qui la plupart sont des droguées par ici, les former à des petits métiers subalternes qui ne leur permettraient pas de survivre. Plutôt leur dire d'entrer dans un bordel. »



Manifestement, cette habitante de 41 ans, mère de trois enfants, trouve inacceptable pour elle en tant que mère célibataire et pour d'autres dans des situations analogues l'idée même d'un travail qui a toute chance d'être mal payé et avilissant.

Il y a aussi le problème de l'effet pervers des allocations ou indemnités : que la crainte de voir celles-ci amputées ou supprimées dissuade leurs bénéficiaires d'arrondir leurs rentrées d'argent au delà d'un certain seuil.

« Si je trouve du travail, en général, l'employeur me refusera parce que je peux faire trop peu d'heures. Comme graphiste dessinateur, je peux faire entre 18 et 25 dollars l'heure [...] Si je travaille 4 ou 5 heures par jour, en quinze jours je perds l'allocation. » (Un habitant de 42 ans, paraplégique.)

Le même ajoute qu'à son avis il faudrait maintenir la pension pendant au moins trois mois :

« Je connais beaucoup de chômeurs, parce qu'ils avaient mis un peu d'argent de côté à l'occasion, ils ont été taxés. Ça donne pas vraiment envie de faire quelque chose. »

Les habitants qui ont encore la capacité de trouver du travail une fois surmontés leurs problèmes d'alcool et de santé mentale gardent espoir dans cette possibilité :

« J'aimerais être camionneur, ou travailler dans les parcs. C'est du travail en extérieur, on rencontre des gens [...] Oui j'adore conduire des trains. J'ai dit à mon garçon : – Et si je recommençais à travailler demain ? – Ça serait super ! il a dit. – Ouais, j'ai dit, on pourrait aller vivre à Wollongong (une ville-satellite au sud de Sydney), je trouverais sûrement un emploi sur la côte. » (Un habitant de 43 ans, parent isolé.)

Employer la main-d'œuvre disponible est une des principales stratégies d'aménagement et de planification en vue de réduire ou d'en finir avec les handicaps socio-économiques de la population d'une cité comme Waterloo. Pour beaucoup de ses habitants (dont nous n'avons pu interroger qu'un petit nombre parce que les autres étaient absents de chez eux pendant la journée), le fait de trouver un emploi représente une rupture avec les effets invalidants de la pauvreté et de l'isolement, et la possibilité d'utiliser leurs ressources financières pour améliorer leurs conditions de vie.

## 6. « Services »

« Je vais les voir (les Alcooliques anonymes) parce qu'on m'a trouvé un problème d'alcool. Je m'en étais jamais aperçu, j'y pensais même pas. Une chance qu'on m'ait mise au courant. Tant de schizophrènes boivent et continuent à boire et n'en sortent jamais et meurent dans la misère et la solitude, alors merci à mes amis les Alcooliques anonymes. » (Une habitante de 42 ans, diagnostiquée schizophrène.)

Les services et associations de soutien jouent un rôle important à Waterloo dans le soulagement de certaines détresses. La plupart sont le fait d'organisations non lucratives ou gouvernementales qui ne prennent en charge qu'une partie des besoins sociaux, mais à la satisfaction des intéressés dans bien des cas.

Les services commerciaux, en particulier la localisation des grandes surfaces, sont l'un des soucis principaux des habitants.

« Il nous manque quelque chose dans le genre *Target* (nom d'une chaîne de supermarchés) pour trouver des habits pas chers, des jouets et d'autres articles. Il y a un *Woolworth* dans le quartier mais ils n'ont pas grand chose. Avec toutes les boutiques et le monde qu'il y a par ici, pensez donc si un *Target* ou un *KMart* aurait de quoi faire. Le moins éloigné c'est probablement celui de *Marrickville Metro*, à plusieurs banlieues d'ici. Je ne peux pas prendre l'autobus avec lui (son bébé de quatre ans) et le service de taxi marche vraiment trop mal, il y a trop d'attente pour une personne avec un porte-bébé. » (Une habitante de 22 ans, parent isolé.)

Les paroles citées ici indiquent la capacité d'organisation et l'ingéniosité parfois nécessaires dans un environnement socialement et matériellement difficile, voire oppressif. On y trouve les prémices d'une stratégie optimiste envisageant, au delà de ses seuls besoins et désirs, ceux de l'enfant et sans exclure le recours à des services débordant les limites spatiales du quartier.

## Thèmes-clés

On a pu identifier en tant que systèmes signifiants certains thèmes récurrents dans les données narratives et le langage des habitants interrogés. Cinq thèmes-clés se sont détachés des sujets abordés dans les entretiens en profondeur, cinq thèmes qui se recoupent dans certains domaines et qui permettent d'entrer plus avant dans l'univers des habitants de Waterloo.

### 1. Un espace public hostile

« Beaucoup de gens n'osent pas sortir la nuit. Ils ferment leur porte à clef. Mon fils qui a quatorze ans ne va pas dans la rue sans moi quand il fait nuit. Il dit que quelqu'un pourrait l'enlever... » (Un habitant de 43 ans, parent isolé.)

Cette impression d'hostilité et d'un danger ambiants colore les réactions suscitées par l'utilisation d'espaces publics tels que les parcs de loisirs et d'autres équipements. Un grand nombre d'habitants établis de longue date sont tentés d'oublier toutes ces aménités, particulièrement une fois la nuit venue :

« Quant à moi je ferme la porte à clef et j'oublie ce qui se passe à l'extérieur. Il faut bien. Je tremble à l'idée de sortir la nuit. »

Les plus vulnérables apparemment sont les parents isolés et surtout les personnes handicapées.

« Depuis mon arrivée (en 1989) j'ai vu comment on amène des gens par groupe massifs et ça change l'environnement. D'abord une foule de gens qu'on a sortis d'établissements spécialisés et qu'on a casés à côté de familles normales. Il y en a qui ont attaqué mes gosses avec des barres de fer et d'autres instruments. Ou qui sortent tout nus ou avec de grands couteaux. Ça a l'air de s'être un peu calmé, on n'en a plus amené depuis quelque temps. Mais des groupes d'étrangers de partout, des Asiatiques, des Russes. Et qui n'est pas junkie aujourd'hui? » (Une habitante de 41 ans, mère de trois enfants.)

Une controverse a surgi en matière de sécurité dans la cité, celle qui oppose police privée et police publique. Les polices privées se multiplient en Australie sous l'effet de l'effolement produit par la crise de l'ordre public, particulièrement sensible au niveau de communautés locales et fortement médiatisée. Les journaux locaux sont le canal utilisé le plus fréquemment dans cet esprit, avec une large publicité faite au crime et à la dangerosité dans les banlieues de Waterloo et Redfern : allant même jusqu'à fournir un véhicule de police pour bien montrer qu'ils ne restent pas inactifs devant la situation. Un périodique local s'est néanmoins élevé contre une telle sensationnalisation à propos d'une récente émission télévisée consacrée à Redfern et Waterloo :

« Grâce en soit rendue au magazine d'information « 60 minutes », les habitants de Redfern et de Waterloo sont désormais célèbres. On a présenté leur lieu de vie comme un ghetto urbain traversé par la drogue et la violence. Des représentants de la population s'en sont pris au magazine pour cette exploitation sensationnelle de leurs difficultés. » (*The Bridge*, juillet 1998, p. 16)

Ce comportement des médias est un bon exemple de la façon dont des représentations sociales de la cité peuvent inspirer un sentiment symbolique de peur ou de terreur, non parmi les seuls habitants, mais aussi bien chez des gens du dehors n'ayant aucune expérience de la vie dans cette cité. Il faut porter à l'actif du commandant local de la police, Peter Parsons, d'avoir déclaré :

« Le secteur de Redfern est un secteur comme un autre, avec une population aussi désireuse qu'une autre d'améliorer ses conditions de vie sur place, et tâchant de résoudre les problèmes en commun, avec ou sans l'aide d'une émission de télé à sensation. » (Ibid.)

On semble loin des décennies précédentes où la police de l'État de New South Wales se faisait la complice du battage médiatique afin de défendre son pré carré ou d'appuyer des demandes d'augmentation des effectifs.



Jardin planté et géré par les habitants.

## 2. Questions de santé physique et mentale

« Faut pas être claustrophobe ici. Je voudrais sortir mais on a trop peur. »

Cette habitante âgée de 70 ans souffrirait plutôt d'agoraphobie sociale du fait de ressentir certains « autres » comme une menace et de ne pas quitter son logis à cause de son sentiment d'insécurité. Inversement, la seule façon pour elle de normaliser son angoisse à l'idée de sortir est de rester à la maison : l'origine du mal est à rechercher dans l'ordre social symbolique de la cité.

La maladie mentale est une menace quotidienne pour l'identité d'un grand nombre des personnes interrogées, comme en témoigne cet habitant passé par une série de dépressions nerveuses :

« Lorsque j'étais à Rozelle (l'hôpital psychiatrique) je ne voulais pas en partir. J'aurais pu y passer ma vie parce qu'on y connaissait tout le monde et tout le monde vivait là côte-à-côte à la recherche d'un équilibre. Par ici je sens partout la négativité, comme une embuscade. Je vais à l'hôpital Rachel-Foster juste là. C'est bon pour les problèmes de drogue et d'alcool. » (Un habitant de 43 ans, parent isolé.)

Une bonne part des soucis de santé et bien entendu d'argent des uns et des autres se rapportent aux médicaments et aux drogues, la question d'argent se posant aux plus âgés comme aux plus jeunes. Une (jeune) ancienne toxicomane fait part de ses tribulations avec la méthadone, substitut de l'héroïne, distribuée légalement par les cliniques spécialisées du secteur :

« La méthadone c'est bon tant que je peux m'en procurer, ça m'a permis de changer ma façon de vivre. J'ai vu pire avec la cocaïne qui coûte plus cher et alors il faut

trouver l'argent et on devient encore un peu plus schizo. À d'autres moments je ne prenais rien du tout et j'ai pu me concentrer sur mes études ou ce que j'étais en train de faire alors.» (22 ans, parent isolé.)

### 3. Le statut social

«La première chose que devrait faire le ministère du logement, je pense qu'il devrait trier les gens destinés à cohabiter quelque part. Je ne crois pas qu'on peut mettre des vieux avec des jeunes. Ça ne marche pas.» (Une habitante de 46 ans, là depuis 15 ans).

Le sentiment général des habitants de la cité d'avoir un statut social peu élevé va de pair avec la perception des services offerts et du peu de cas que le gouvernement semble faire de ses responsabilités. Mais le bas niveau ou l'inefficacité imputés à certains services essentiels n'expliquent qu'en partie ce sentiment général. En effet, les droits supposés des locataires du secteur public en dehors de Waterloo, tel le droit d'utiliser l'espace public en toute sécurité, ne paraissent pas assurés aux habitants de Waterloo. Il n'y en a pas moins une stratification interne parmi eux ainsi qu'une compétition en matière de services, particulièrement en fonction de l'âge et de l'origine nationale.

Les critères en matière de statut social à Waterloo semblent se rattacher surtout à ces notions d'âge et de groupe national, même si l'âge tout seul ne permet pas d'établir une classification sociale bien nette. La hiérarchie des statuts n'est pas plus claire entre habitants ou entre groupes particuliers d'habitants en fonction par exemple de leur ancienneté dans les lieux :

«Ils sont tous empilés les uns sur les autres. Des célibataires par-dessus des familles et puis des gens âgés par-dessus les célibataires. Et les différences culturelles : des Russes sur des Allemands, les Allemands sur des Turcs... C'est étrange.» dit un habitant.

Un glissement démographique a été largement ressenti dans la cité avec l'augmentation du nombre de cas d'urgence accompagnés de multiples difficultés sociales et individuelles. Cette sensation de dérive ajoutée au nombre croissant de personnes ayant des problèmes mentaux ou des problèmes de drogue et d'alcool a introduit de nouvelles divisions sociales.

### 4. Voisinage

«Il paraît qu'on met les gens à problèmes dans les quartiers à problèmes. Je leur ai dit, au ministère, pourquoi je voulais déménager. J'ai dit qu'être coincé entre quatre bistrot, j'avais pas besoin de ça. Dehors tous les matins c'est plein de bouteilles vides et de seringues en pleine rue. Le soir à partir de dix-onze heures on entend des bagarres [...] Et la moitié de ces familles ont deux ou trois gosses.» (Un retraité de 72 ans.)

Les questions de communauté et de voisinage sont un élément-clé de la vitalité des quartiers. Lorsqu'il y a peu d'associations et un faible soutien formel et informel entre voisins, il en résulte certaines modifications du sentiment identitaire et de la légitimation du soi indispensables pour assumer une normalité de la misère. Malheureusement, la plupart des témoignages confirment l'impression d'isolement et le rôle joué en cela par la forte densité de population de la cité Waterloo.

«Les gens ne veulent rien savoir. Plusieurs fois j'ai beau avoir crié très fort, personne n'est venu voir ce qui m'arrivait. Ma copine un jour elle a demandé à un voisin d'appeler la police, il a refusé. Ils aiment bien se renseigner mais à condition de rester hors du coup.» (Une habitante de 22 ans, parent isolé.)

Les perceptions touchant le voisinage se rapportent à la structure de la cité telle que l'a conçue le gouvernement et, dans l'esprit de la plupart des plus anciens habitants, le gouvernement se doit d'améliorer leurs conditions de vie. Nombre d'entre eux ne voient pas de stratégies d'avenir en dehors des projets et programmes gouvernementaux.

### 5. Projets d'avenir

«Je pense réellement que la seule vraie façon d'en sortir (du cycle de la toxicomanie) ce sont les programmes de soins et d'aide spécialisés. S'ils n'étaient plus pressés de trouver de l'argent, les gens ici pourraient repartir dans la vie, ce qui peut leur prendre quelques années.» (Une habitante de 42 ans, mère de 3 enfants; mari en prison pour une histoire d'héroïne.)

Pareille conscience de la nécessité de services professionnels et de programmes sociaux témoigne d'une large acceptation de leur intervention dans la vie de chacun. Les stratégies personnelles passent à maint égard par le recours aux services gouvernementaux, non sans de bonnes raisons, en général, étant donné l'amélioration apportée par ces services à la qualité de la vie.

Une simple stratégie de survie permet à certains habitants d'exprimer un goût de vivre et un espoir au jour le jour. L'évasion n'est pour quelques-uns qu'une solution transitoire :

«J'imagine qu'il faut des amis et ce qui s'ensuit. Je prends encore de la drogue de temps à autre. C'est comme si je prenais congé mentalement des agressions de la vie quotidienne. J'aime faire du shopping, c'est une chose où je me sens bien.» (Une habitante de 22 ans, parent isolé.)

Il n'est pas facile d'appréhender les dimensions de l'espoir et ses limites à Waterloo. En matière d'identité, les plans de vie tels qu'il apparaissent dans les récits

par nous recueillis sont le plus souvent assez désespérants. Le cas notamment de la réhabilitation des héroïnomanes par le biais d'une médicalisation illustre bien les doutes régissant la vie dans la cité :

«Méthadoniens : oui il y en a des quantités par ici, j'en connais personnellement une bonne demi-douzaine. J'arrive pas à comprendre : c'est remplacer une drogue par une autre drogue, qu'est-ce que ça change? Ça leur abîme la santé et ça change absolument rien, je crois, à leur problème d'héroïne. C'est peut-être un soulagement pour certains mais la plupart du temps je crois qu'ils s'en servent comme d'une béquille ou une prothèse en attendant de pouvoir reprendre leur truc.» (Un habitant de 42 ans physiquement handicapé.)

## 6. L'isolement des pauvres dans une métropole prospère

«Les choses changent rapidement. Je vois des gens qui achètent dans le quartier, des particuliers, et qui remettent les choses en état. Ça ressemble de plus en plus à Paddington ou à Darlinghurst dans les années soixante. Mais il n'y avait pas autant de logements publics à Paddington. Il y a bien un peu de tension ici ou là. Surtout parce qu'«eux» c'est pas «nous», pas la même classe de la société. Je crois que l'argent va compter de plus en plus. Je me demande si le ministère du logement fera vraiment quelque chose. S'ils vont aller vers une privatisation et vendre certains logements, ou tâcher d'entretenir les immeubles...» (Un habitant de 42 ans, paraplégique.)

Ces interrogations nous ramènent aux enjeux sociaux de la stratégie urbaine et des infrastructures mises en place dans la cité de Waterloo et ses alentours. La récente évolution mondiale de l'économie des services sociaux et publics, le glissement vers le tout-marché et les inégalités nouvelles dans les pays de l'OCDE ont eu ici comme ailleurs des répercussions dramatiques sur les conditions d'existence de la population.

Par exemple, l'embourgeoisement des banlieues avoisinantes (ainsi Redfern, Alexandria et Erskineville du fait de leur localisation privilégiée et de leur accès au centre ville) a directement contribué à isoler physiquement la cité comme une sorte de ghetto de pauvres, entouré d'une zone-tampon petite-bourgeoise et de l'espace mort que constituent les parcs et les rues de sa périphérie.

De plus, la commercialisation et la mise en concurrence de la clientèle dans des services comme la poste, les banques populaires, et jusqu'aux agences pour l'emploi, ont entraîné la disparition pure et simple de certains de ces services dans les communautés urbaines et rurales les plus pauvres d'Australie, dont Waterloo fait partie. Ajoutons à cela l'élimination graduelle de services sociaux de première nécessité par suite de coupures budgétaires à l'échelon gouvernemental. Tous ces

changements et leurs développements dans l'infrastructure urbaine se traduisent, en particulier pour les gens pauvres, par un renforcement des facteurs de stress dans la vie et l'identité des habitants.

La question de l'embourgeoisement est une des meilleures illustrations de ce qui arrive aux quartiers situés à proximité du centre ville de Sydney très prisé sur le plan commercial et immobilier, d'autant plus que l'État de New South Wales et le gouvernement fédéral désirent présenter au touriste une ville propre, saine et prospère en prévision notamment des jeux olympiques de l'an 2000 qui doivent se tenir à Sydney.

Les habitants de Waterloo sont de jour en jour plus conscients de cet embourgeoisement de leur banlieue. Les plus âgés et les plus anciennement établis semblent affectés au premier chef par les récents changements et s'inquiètent pour l'avenir du quartier. L'embourgeoisement et les progrès de la propriété privée tout autour d'eux contribuent à leur sensation de stress et, dans certains cas, d'effolement, – concernant leur situation de locataires confrontés à la possibilité de privatisation donc de mise en vente des logements publics, comme de diverses autres infrastructures sociales en New South Wales et ailleurs en Australie.

Une certaine dégénérescence urbaine ne fait guère de doute aux yeux des habitants de Waterloo. L'un d'eux nous offre cette note finale sur la planification et le renouveau urbain.

«Je me demande si le ministère fera quelque chose ou rien. S'ils vont aller vers une privatisation et vendre certains logements, ou tâcher d'entretenir les immeubles mais c'est ridicule [...] Je n'ai pas d'idée, là il faut un urbaniste [...] Une fois qu'on privatise ça devient la responsabilité du propriétaire. Si vous avez un groupe d'habitations de densité moyenne avec surtout des vieux, n'allez pas y mettre quelqu'un qui a 22 ans. C'est chercher les ennuis [...] Il faut une espèce de plan coordonné de mélange des groupes, âges, nationalités...»

16. Ezzy D., «Unemployment and Mental Health : a critical review», *Social Science and Medicine*, 37., 1, 1993, pp. 41-52.

17. Biegel D.E., Tracy E.M. and Corvo K.N., «Strengthening Social Networks : intervention strategies for mental health case managers», *Health and Social Work*, 19, 3, 1994, pp. 206-216.

18. D'Abbs P., *Social Networks : a critical review of models and findings*, Institute of Family Studies, 1982 ; voir aussi D'Abbs P., *Who helps? Support networks and social policy in Australia*, Institute of Family Studies, 1992.

19. Frith S., «Music and Identity» in Hall S., and Du Gat P. (eds), *Questions of Cultural Identity*, London, Sage, 1996, pp. 108-127. Voir aussi Kellner D., «Popular culture and the construction of postmodern identities» in Lasch S. and Friedman J., *Modernity and Identity*, Oxford, Blackwell, 1992, pp. 150-177.

## La culture des services dans un monde sens dessus dessous

Le climat général d'autorité dans les services et l'impuissance ressentie par les habitants de Waterloo influencent profondément leur perception de la vie et leur « identité biographique ». Pour certains d'entre eux cela peut les conduire à l'invention d'un univers de peur et d'irrationalité, tandis que d'autres y trouvent une certaine stabilité personnelle et même quelque satisfaction : preuve de réalisme ? Ce clivage des consciences, à la lumière des données que nous avons recueillies, apparaît comme une partie constitutive de l'identité biographique générale des habitants de la cité. Notons que, contrairement à ce que nous laissaient supposer les premiers entretiens, la ligne de partage ne passe pas entre jeunes et vieux.

Ce que suggèrent ces expériences et ces interprétations qualitatives, c'est que la normalité de leur existence constitue pour les habitants un élément de leurs stratégies de survie à court et long terme. Leurs récits biographiques sont campés dans une position défensive à l'égard d'un espace public peuplé d'« autres » dangereux, comme des différences de statut social dans la cité. Leurs perceptions contribuent largement à la culture normalisatrice exercée sur eux, leur soi et leur identité, elles traduisent notamment la normalisation de leur détresse morale au moyen d'une politique sociale, sans que ce soit nécessairement concerté.

Qu'une proportion importante des personnes interrogées, à propos de leur expérience du stress, évoquent l'intervention des services dans des circonstances malheureuses où elles se sont trouvées, c'est une indication des facteurs subjectifs et objectifs de stress auxquels elles sont soumises. Concrètement, la cité de Waterloo nous a fait rencontrer des gens qui emploient une énergie considérable et presque chaque minute de veille à tenter de normaliser ce stress, à lui donner sens, fût-ce par des voies nettement individualisées.

Comme l'a écrit un spécialiste des identités post-modernes occidentales, « le problème de la post-modernité c'est ce qui menace notre sens du lieu » (Frith 1996) et c'est là un problème qui relève de l'expérience autant qu'une affaire de signification et de structure. La culture de Waterloo constitue un cas typique par l'hétérogénéité, la fragmentation et les disparités de « sois » et d'identités sociales quotidiennement aux prises avec leur « sens du lieu » : le cartographiant, le parlant, en un discours organisé d'en bas en vue de fabriquer un espace cohérent au sein d'un univers normalisateur et souvent incohérent.

Le « complexe psy », dans un tel univers, est bien présent, et agissant dans la mesure où des interventions plus ou moins spécialisées impriment leur marque sur le discours quotidien qui normalise la souffrance et le dénuement des habitants<sup>20</sup>. Les rêves, espoirs et plans de vie ont leur horizon limité par la nécessité de survivre et d'entrer en relation avec d'autres gens pareillement soumis à cette nécessité. Ainsi, quant au sens du lieu pour ses habitants, la culture des services elle-même laisse leur mémoire, leur vie présente et leurs plans d'avenir libres de suivre leur cours dans l'espérance ou la désespérance, – mais plutôt dans cette dernière en cas de négligence des services et d'absence de stratégie sociale et communautaire. La mauvaise réputation supposée de la cité Waterloo ainsi que plus récemment son image de « folie », véhiculée par les médias à partir d'appréciations extérieures et superficielles, appellent en réponse cette observation d'un habitant de 16 ans :

« Ils n'auraient pas dû montrer nos copains à la télé. Ils avaient l'air de casseurs de grand-mères, de junkies. C'est vrai qu'ils ont mauvaise réputation mais ils sont pas mauvais du tout. » (*The Bridge*, juillet 1998.)

**Michael Wearing**

Traduit de l'anglais par Frédéric Martinet

---

20. Rose N., *Governing the Soul*, London, Routledge, 1990. Voir aussi De Swaan, 1990, ci-dessus note 10.

**Michael Wearing**, Margaret Massam et Neil Orr sont enseignants chercheurs à l'École du travail social de l'Université New South Wales, à Sydney, en Australie. Il s'agit d'une version revue d'une communication faite au 14e congrès mondial de sociologie organisé par l'International Sociology Association, du 26 juillet au 1er août 1998 à Montréal. Ce travail n'aurait pu se faire sans un large soutien de la part de l'Australian Commonwealth Department of Health and Family Services, en 1996-97, et l'aide du personnel de l'École du travail social chargé du Waterloo Housing Project, à savoir : le professeur émérite Tony Vinson, le docteur Barbara Ferguson, Usha Kambla et Linda Bartolomei.